

“ de ces revenus est toute, comme nous avons dit, pour les réparations de l'Eglise et pour les choses nécessaires à la célébration du service divin. Ces dépenses regardent en grande partie les paroissiens, comme il est dit ailleurs, en sorte que quand la Fabrique n'aurait absolument point de revenus, les habitants ne seraient pas moins tenus de contribuer du leur aux charges de l'Œuvre paroissiale, c'est-à-dire, de la Fabrique.”

Il est à remarquer que l'auteur emploie indifféremment les mots *Fabrique* et *Paroisse*, comme signifiant dans le fait une seule et même chose; bien entendu qu'il ne s'agit que de la paroisse dans l'ordre ecclésiastique.

La destination de ces fonds ainsi assignés à la Fabrique étant pour les réparations de l'Eglise, donc les paroissiens en étaient tenus, puisqu'on leur confia d'abord l'administration de ces biens, même plus, puisque les revenus de la Fabrique manquant, ils étaient obligés de contribuer du leur à ces charges de l'Œuvre paroissiale de la Fabrique. Si, pour rendre cette administration plus facile, ils la confièrent à un petit nombre d'entre eux appelés *marguilliers*, ces marguilliers étaient nommés par eux; ils étaient donc leurs représentans, leurs tuteurs si l'on veut. Ces marguilliers étaient donc revêtus par eux du pouvoir d'employer les fonds existans à leurs destinations, et de les faire contribuer du leur, ces fonds manquant. Or, cette destination s'étendant non-seulement aux réparations, mais même à la construction des Eglises, (l'auteur cité emploie lui même le mot de *construction* au commencement de son article); donc l'administration des marguilliers comprend ces réparations, ces constructions.

Il est à remarquer que dans les premiers ouvrages et les premiers documents relatifs à la matière, l'on trouve le mot de *réparations* plus souvent employé que celui de *construction*. La seule conclusion à tirer de ce fait, c'est que quand on a commencé à législater à cet égard, il y avait déjà en France un très grand nombre d'Eglises d'érigées. Car il sera démontré au-delà de tout doute que les dispositions légales, les